



Avril 2015

Agenda détaillé

mer	jeu	ven	sam	dim	lun	mar	mer	jeu	ven	sam	dim	lun	mar	mer
25	26	27	28	29	30	31	01	02	03	04	05	06	07	08

Agenda du président :

08h15

Entretien avec M. Manuel VALLS, Premier ministre



10h00

Conseil des ministres



Les actualités | Communiqués | Déclarations/Discours | Conférences de presse | Conseils des ministres | Interviews

Déclaration conjointe avec le président italien Sergio Mattarella

Publié le 31 Mars 2015

RUBRIQUE : EUROPE

A+ A- ÉCOUTER



Elysée – Lundi 30 mars 2015

LE PRÉSIDENT : Mesdames, Messieurs,

J'accueille avec beaucoup de plaisir le Président MATTARELLA, qui nous fait l'élégance, l'honneur de venir, pour l'un de ses premiers déplacements, à Paris. C'est sa première visite en France comme Président de la République italienne et elle s'inscrit dans les rapports amicaux, chaleureux que nous avons entre nos deux pays et nos deux gouvernements.

Il y a un mois à peine, se tenait ici, dans ce lieu du Palais de l'Élysée, le Sommet franco-italien et nous avions abordé plusieurs sujets, que j'ai également évoqués avec le Président, notamment la croissance, l'économie, parce que nos deux pays sont attachés à ce que la reprise, qui s'annonce, qui maintenant s'entrevoit, soit la plus forte possible, soit la plus robuste possible et la plus créatrice d'emplois possible.

Pour soutenir la croissance, nous avons des infrastructures à réaliser et l'une d'entre elles, c'est le Lyon – Turin. Parmi tous les investissements aussi que nous avons à l'esprit, il y en aura plusieurs que nous présenterons dans le cadre du plan JUNCKER.

Nous avons également abordé ce qu'est notre responsabilité en Europe. Responsabilité pour donner un esprit, une âme à l'Europe, qui ne peut pas se réduire simplement à des considérations budgétaires, économiques, financières, même si elles sont essentielles, mais qui doit être portée par un idéal. Cet idéal, c'est toujours celui de la paix et de la sécurité.

C'est dans cet esprit que nous avons évoqué à la fois la situation en Ukraine, où nous demandons, nos deux pays, que l'Accord de Minsk soit respecté et soit véritablement mis en œuvre et qu'il n'y ait pas de temps perdu qui risquerait de provoquer de nouveaux conflits.

Nous avons aussi une très grande préoccupation par rapport à la lutte contre le terrorisme. Hier, j'étais à Tunis, avec le président du gouvernement italien, Matteo RENZI ; nous étions ensemble pour nous recueillir devant cette plaque où figuraient les noms des victimes. Parmi les victimes, il y avait des Italiens, des Français et beaucoup d'autres. Nous étions liés les uns et les autres par notre solidarité à l'égard du peuple tunisien, mais aussi par cette volonté commune de coopérer avec tous les pays qui sont confrontés au terrorisme.

Nous avons aussi, sur la Libye, une même position, parce que c'est en Libye que le terrorisme peut trouver, une nouvelle fois, un terrain d'expansion. Nous appelons, à travers nos diplomaties respectives, à un accord politique qui rassemblerait l'ensemble des parties prenantes. Nous travaillons avec le représentant spécial des Nations unies, monsieur LEON, pour que nous puissions trouver rapidement une solution.

La France, comme membre permanent du Conseil de sécurité, y veille particulièrement et l'Italie est particulièrement motrice sur cette question. Elle est elle-même confrontée à des mouvements migratoires ; là aussi, l'Europe – la France y joue son rôle – est mobilisée dans ce qu'on appelle

Entretien avec M. Sergio MATTARELLA, Président de la République italienne



Partagez l'événement

Les photos



La déclaration conjointe



Le texte de la déclaration



l'opération Triton, dans le cadre de Frontex, pour que nous puissions trouver des solutions évitant à des personnes de se trouver embarquées – je prends le mot à dessein – et ensuite exposées pour leur vie dans des trafics, qui sont d'ailleurs eux-mêmes des moyens de financement du terrorisme.

Nous avons enfin évoqué deux grands sujets, deux grands rendez-vous que l'Italie et la France vont assurer comme pays hôtes. L'Italie : le 1er mai, à Milan, s'ouvre l'Exposition universelle, une formidable période où des millions de visiteurs vont se presser pour contempler ce que nous avons de mieux à proposer et notamment pour la gastronomie, mais pas seulement pour la gastronomie. Et puis également le rendez-vous climat de Paris. Les deux événements sont liés. Car, à Milan, c'est de l'alimentation dont il sera question, c'est-à-dire la manière avec laquelle nous pouvons mieux nourrir la planète. Et puis, à Paris, ce sera pour la sauver. Donc, une fois encore, la France et l'Italie sont pleinement engagées pour des valeurs, pour des causes, pour des principes qui sont ceux que nous portons depuis longtemps ensemble.

Sergio MATTARELLA, président de la République italienne : Je remercie le Président HOLLANDE pour son accueil, pour cette rencontre.

Nous avons constaté l'excellent niveau des relations entre la France et l'Italie, qui par ailleurs s'est dégagé de la rencontre récente qui a eu lieu à l'occasion du Sommet franco-italien, qui a fait le point de la situation et qui nous a permis de constater que nous partageons la vision sur l'Union européenne et sur la scène internationale aussi.

Comme vient de le dire le Président HOLLANDE, une série d'événements unissent la France et l'Italie. Milan, dans un mois, va inaugurer l'Exposition universelle et la France organisera la conférence de l'ONU sur le changement climatique dans quelques mois. Il s'agit de deux rendez-vous qui sont liés par un fil rouge. La France et l'Italie qui collaborent à l'organisation de la conférence en France, prennent en charge des sujets décisifs pour l'avenir de l'humanité.

Nous avons également évoqué, avec le Président HOLLANDE, la nécessité, comme il vient de le dire, de stimuler la politique de la croissance, ce que l'Union a commencé à faire, et en même temps l'exigence de stimuler une croissance de l'Union. Les six pays fondateurs ont le grand mérite historique, mais les trois grands pays fondateurs, donc l'Allemagne, la France et l'Italie, ont, je pense, la tâche de stimuler, de guider un mouvement pour l'augmentation de l'intégration européenne. Car, la crise a prouvé qu'il faut plus d'Europe pour l'avenir de nos pays.

Le Président HOLLANDE m'a fait part de la vision commune, de l'engagement commun dans la lutte contre le terrorisme. Le Président, hier, s'est rendu à Tunis et le président du Conseil italien, monsieur RENZI, y était aussi. Nous avons dit qu'il est important -comme on l'a fait d'ailleurs il y a quelques mois à Paris avec la marche républicaine, que l'Europe et toute la communauté internationale fassent preuve de solidarité dans les moments d'urgence et de souffrance.

Il importe que l'on atteigne la même unité dans notre réaction contre le terrorisme, cette attaque contre la civilisation, la démocratie et la culture faite par les mouvements terroristes. La réaction ne doit pas être simplement militaire. Mais il faut aussi – nous l'avons dit – il faut aussi une réaction de nature culturelle, de communication, pour contrecarrer la campagne qui est menée sur Internet à l'égard d'une multitude de jeunes par les terroristes. Une campagne de haine, de radicalisation, de recrutement de jeunes. Il faut répondre par un partenariat de civilisation au niveau de la communauté internationale.

Cet aspect, ce sujet, comme l'a dit le Président HOLLANDE, nous a poussés à parler de la Libye. Il faut appuyer, comme le font la France et l'Italie, les tentatives de l'envoyé spécial de l'ONU, monsieur LEON, qui connaît des semaines cruciales. Les citoyens libyens doivent pouvoir sortir de la situation de la guerre civile et de l'incertitude, deux dangers, pour éviter le danger, aussi, que Daech s'installe, installe ses bases terroristes à proximité de l'Europe et également pour mettre un terme à l'exploitation des réfugiés et des migrants qui iraient dans un pays qui n'a plus d'Etat.

Face à des milliers de personnes qui quittent leur pays à cause de la persécution, des guerres civiles, de la famine et qui se tournent vers l'Europe, car ils considèrent que l'Europe est le lieu de la paix et de la liberté, il faut obtenir la collaboration des pays d'origine de ces personnes et il faut mettre un terme à ce trafic d'êtres humains, dont les bases sont en Libye. Mais il faut aussi que toute l'Europe, l'Europe dans son ensemble, soit à même de donner une réponse collective à cette urgence, en adoptant un système d'accueil, une approche basée sur l'accueil.

Ce sont des sujets sur lesquels la France et l'Italie ont une vision identique pour ce qui est des initiatives qu'il faut adopter, des attitudes à tenir. D'ailleurs, je remercie le Président HOLLANDE de cette rencontre, car nous avons eu la possibilité de constater l'adhésion totale, la proximité non seulement des institutions françaises et italiennes, mais aussi des citoyens français et italiens, de la société française et de la société italienne. Merci.

